

Le 24 novembre 2009, Congrès National de l'UNSA à Pau

Extraits du discours d'Alain Olive, présentant le rapport moral

Nous publions des extraits du discours d'Alain Olive. L'intégralité du discours est consultable sur le site internet de l'UNSA. L'intervention d'Alain Olive a survolé les grands dossiers économiques, sociaux et sociétaux du moment avec comme perspective la nécessaire évolution du syndicalisme français dans laquelle nous devons prendre toute notre place. Le capitalisme financier qui exige toujours plus de rendement des capitaux investis provoque aussi des ravages dans la gestion des entreprises.

- Il faut aller vers une nouvelle façon de gérer l'entreprise où les salarié(e)s et leurs syndicats doivent avoir toute leur place.

- Il faut que nous obtenions la possibilité de participer aux décisions stratégiques de l'entreprise.

- Il faut que nous puissions peser sur le partage des profits.

- Il faut que nous ayons un droit de regard sur les phénomènes d'externalisation et de sous-traitance.

Nous devons pouvoir aussi discuter de la nature des contrats de travail pour favoriser les CDI au détriment des emplois précaires. Je sais qu'il y a débat dans le syndicalisme et que certains refusent ce qu'ils comparent à une forme de co-gestion. Mais franchement, que préfère-t-on ? Que les syndicats jouent les ambulances à ramasser les morts et les blessés ou qu'ils évitent s'ils le peuvent ce carnage ? Plus on s'éloigne du traumatisme que fut la grande peur d'une faillite généralisée du système bancaire et financier, plus la moralisation du capitalisme et la volonté de régularisation des gouvernements semblent faiblir.

Ce monde de la finance est toujours aussi déconnecté du monde réel et va nous amener, si cela continue, à une autre crise ; peut-être encore plus profonde que celle dans laquelle nous nous débattons. A terme, si les pouvoirs publics, si les Etats se montrent toujours aussi incapables de réguler le système financier – mais aussi monétaire – et de mater des comportements irresponsables, cela posera à nos pays, non pas seulement un problème d'ordre économique, non pas seulement un problème social mais un problème démocratique. La légitimité de tout état démocratique à défendre et à protéger les citoyens sera atteinte.

Pour l'UNSA, et je le rappelle ici aux plus jeunes, le combat pour l'Europe sociale est un combat fondateur. Je n'oublie pas que la première manifestation publique de l'UN-SA, juste après sa création, eut lieu dans le cadre de la CES, le 2 avril 1993 à Strasbourg « Pour l'emploi et l'Europe Sociale ». Mais l'Europe, c'est aussi l'Europe des grands projets industriels. Pourquoi sur l'exemple de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ne pas construire une Europe de l'énergie ? Pourquoi ne pas lancer des projets communs dans le domaine du développement durable et des transports ? Pourquoi ne pas avoir une grande industrie automobile européenne au lieu d'attendre de savoir quelle sera la prochaine entreprise européenne – française, allemande ou italienne – qui sera appelée à disparaître ? A quand l'harmonisation d'une politique fiscale et sociale qui évitera le dumping social entre salarié(e)s européen(ne)s ? A quand un budget européen digne de ce nom ? Pourquoi ne pas avoir imaginé un grand emprunt européen ? Tout cela, c'est du concret. Tout cela aurait redonné du souffle à une Union Européenne qui ronronne alors qu'elle devrait rugir.

Tous ceux qui ne juraient avant la crise que par les vertus du marché, sont devenus en quelques jours des fervents partisans de l'intervention de l'Etat. Notre modèle social qui était

hier bon à jeter à la poubelle est devenu un amortisseur indispensable de cette même crise. L'exception française était même vantée comme un modèle à la une du très libéral Times. Ces conversions subites ne sont pas nécessairement durables. Elles ne vont pas sans contradictions. Et ces contradictions résident dans une question. Comment en effet appliquer des promesses de campagne quant, suite à l'émergence de la crise, les conditions économiques et sociales qui ont vu naître ces promesses changent du tout au tout ?

Nous sommes résolument opposés à toutes les tentatives de casser le statut des personnels. Derrière toutes ces réorganisations en cours, on peut se demander s'il n'y a pas la volonté de réduire les services publics et donc des services rendus à la population. Concernant la réforme des collectivités territoriales, là où nous avons notre mot à dire en tant que syndicat, c'est sur les missions qu'exercent aujourd'hui les régions et les départements. Quel que soit le découpage administratif retenu, il est capital pour nous que ces missions soient correctement remplies, la politique de l'emploi, celle de la formation menée par les régions, la politique sociale, apanage des départements. Pour l'UNSA, elles sont fondamentales pour les salarié(e)s, fondamentales pour les jeunes, pour les citoyen(ne)s et il est hors de question qu'elles passent subrepticement dans la colonne des pertes et profits ! Je le dis avec une certaine gravité : pour nous, les services publics sont un facteur indispensable de cohésion sociale. Dans une société de plus en plus dure, ils remplissent un rôle indispensable. Si l'on devait aller au bout d'une logique qui verrait leur affaiblissement, alors c'est une autre France que celle que nous connaissons qui en sortirait. Une France qui ne serait bonne ni pour les salarié(e)s, ni pour les citoyen(ne)s en général, une France d'inégalités accrues, là où, tout au contraire, la crise appellerait pour plus d'égalité et plus de solidarité. De cette perspective, l'UNSA n'en veut pas !

Comme syndicalistes, nous ne sommes pas seulement dans les entreprises, pas seulement dans les administrations et les services publics mais aussi dans la société. Et dans notre vision du syndicalisme, tous les sujets de sociétés nous intéressent, notamment quand ils portent sur les droits et les libertés. Oui, nous sommes dans notre rôle de syndicalistes quand nous demandons que des femmes et des hommes sans papiers, mais qui travaillent dur dans ce pays et y paient leurs impôts puissent y vivre dignement avec leur famille et cela en toute légalité. Oui, nous sommes dans notre rôle de syndicalistes quand nous nous opposons aux expulsions d'enfants et d'élèves en situation irrégulière dont le seul tort à nos yeux est d'apprendre notre langue et de l'aimer. Vous l'avez compris, être dans la société exige que sur les sujets fondamentaux qui touchent à tout ce qui fait la dignité humaine, nous nous imposions une obligation : celle de ne pas être silencieux et de dénoncer ce qui nous apparaît comme inacceptable. Car toujours, qui ne dit mot consent. Et il y a des choses auxquelles nous ne consentirons jamais. C'est cela aussi notre syndicalisme. C'est donc au mouvement syndical et à lui seul que revient le mérite de toute une série de progrès. Il a fallu pour cela – fait unique dans l'histoire de nos relations sociales – que nous soyons en capacité dans le cadre du pluralisme syndical français d'élaborer une réponse globale sur le fond et unitaire dans la forme. Et cela s'incarne dans l'intersyndicale.

Dans le cadre du pluralisme syndical français, il y a toujours une ligne de partage qui sépare les organisations à dominante protestataire et les organisations à dominante réformatrice. Les organisations syndicales réformatrices, dont l'UNSA, ont pour objectif premier de faire avancer les dossiers et d'élaborer des compromis, soit avec le gouvernement, soit avec le patronat en n'oubliant jamais de s'appuyer sur un rapport de force.

Or reconnaissons que c'est ce rapport de force que nous avons souvent du mal à construire. Nos organisations réformistes ne vivent que si elles se sentent utiles et efficaces au quotidien. C'est cela que demandent nos adhérent(e)s et les salarié (e)s que nous représentons. Les organisations qui partagent la même philosophie réformistes, ne devraient-elles pas mieux travailler ensemble, mieux se coordonner, mieux coopérer pour aboutir à des propositions communes sur l'emploi, l'assurance-maladie, les retraites, la dépendance, la fonction publique, le développement durable ? Le syndicalisme réformiste, s'il veut être ambitieux, doit avoir une perspective de très large rassemblement.